

le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20e)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an... 22 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 11 »	Six mois... 15 »
Trois mois... 5 50	Trois mois... 7 50
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98.	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

LA GRANDE DUPERIE

Et voici que recommence la comédie pacifiste.

Mais ce coup-ci c'est un véritable feu d'artifice, car on peut dire qu'on en voit de toutes les couleurs.

Rien n'aura manqué dans le déluge oratoire dont nous avons été saturé depuis une semaine.

De Paul-Boncour à Maginot, en passant par Briand, tout aura été prononcé de façon à nous faire voir que, réellement, les hommes politiques qui se sont donné à tâche de faire le « bonheur du peuple », s'ils consentent à manifester une horreur de la guerre n'en envisagent pas moins sa venue d'une façon inéluctable.

Socialiste ou réactionnaire, démocrate ou monarchiste, tout ce qui joue un rôle dans la politique tient à être prêt pour la « prochaine ». Et rien n'est plus saisissant que le spectacle de la première page d'un grand journal d'information qui publie des photographies des manœuvres « pacifiques » de l'armée en Lorraine, juste au-dessous d'un article qui vante les efforts de Briand en faveur des Etats-Unis d'Europe.

En vérité, on ne s'est jamais moqué du monde avec une pareille désinvolture.

..

Laissons de côté le discours de Paul-Boncour, le plus patriote de nos internationalistes. On sait quelle peut être sa pensée rien qu'en se remémorant son fameux projet de « mobilisation totale de la nation ».

Prenons plutôt deux membres de cet ineffable cabinet Tardieu, qui sont chargés de faire appliquer les décisions prises en commun au Conseil des ministres — donc, prenons Maginot, le Monsieur de chez Maxim', et Briand, le champion de l'Union Européenne.

L'un et l'autre se sont, la semaine écoulée, livrés à des manifestations publiques qui sont on ne peut plus édifiantes.

Dimanche dernier, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de la Marne, où la plupart des jeunes hommes de la classe 1914 laissèrent leur chair fraîche pourrir sur les charniers, le ministre de la Guerre prononça un discours.

Comme tout cabotin qui se respecte, il commença par le motif pathétique : « Nous avons tous la haine de la guerre ; nous ne voulons pas revoir cela ! », s'exclama-t-il au milieu des généraux et autres assassins professionnels qui assistaient à la cérémonie et applaudissaient comme bien l'on pense.

Mais quelques minutes après il clama : « La France a assez fait d'avances pour démontrer au monde sa volonté de paix ; elle ne peut pas aller plus loin ! »

Pendant ce temps, les pauvres gosses de vingt ans patageaient dans la boue pour complaire à leurs chefs qui « jouent à la guerre » dans les grandes manœuvres. Les journaux étaient remplis de comptes rendus dithyrambiques des évolutions du groupe bleu ou du groupe rouge de l'armée qui faisait pour ainsi dire la répétition générale de la boucherie.

..

Or, nonobstant les paroles de Maginot, Aristide s'en allait à Genève, et lundi se jouait la grande comédie sentimentale destinée à faire se pâmer toutes les vieilles rombières et les pipeteurs du monde entier.

L'homme de Locarno, en effet, devant les représentants de vingt-sept nations européennes, vint soutenir son fameux memorandum sur l'Union Européenne.

Ah ! quel beau tableau ! A la stupéfaction de l'ex-champion de la grève générale, tout le monde se dérobait. Quels tristes débuts pour une œuvre qui doit assurer la paix du Vieux Continent !

Le socialiste Henderson, le fasciste Grandi, le populiste Curtius et jusqu'au « cher allié » Hymans firent grise mine aux galimatias diplomatiques du Quai d'Orsay.

Certes, chacun se déclarait partisan d'une union européenne « en principe », mais aucun n'en voulait dans la réalité. Les objections pleuvaient comme de vulgaires schrapnells durant les « nuits glorieuses » de la Grande Guerre.

Le projet venait trop tôt... Il y avait des injustices consacrées par le Traité de Versailles qu'il fallait réparer... Les minorités nationales se plaignaient... Etc., etc...

Et notre Aristide, qui s'attendait à une ovation semblable à celle qui accueillait ses paroles célèbres : « Arrière

les canons, arrière les mitrailleuses ! », en demeura tout pantois.

C'est alors qu'il résolut de frapper un grand coup. Jouant le tout pour le tout, il déclara que si l'on n'adoptait pas son point de vue il se refuserait à prendre la parole au nom des vingt-sept nations à la tribune de la S. D. N.

Grand émoi dans le Landernau diplomatique ! Finalement, après que tout le monde se fût rendu compte que la résolution proposée par Briand n'engageait en somme à rien, les représentants des pays européens donnèrent mandat à Briand de « porter la question à l'ordre du jour de l'assemblée de la S. D. N. et de la développer en leur nom ».

Naturellement, la « grande presse » française, à la solde du Quai d'Orsay, ne cacha point sa jubilation. Seulement, ce qu'il y a de plus drôle dans cette réjouissance, c'est qu'on ne disait pas qu'on était heureux que la « paix universelle » ait fait un pas. Non ! Ce qu'on trouvait, dans l'adoption de la motion Briand, c'était une victoire d'un ministre français. Et, tels les imbéciles qui, il y a huit jours, s'enthousiasmaient de ce que Costes et Bellonte soient allés jusqu'à New York porter « la gloire du drapeau français », de même on s'exaltait de voir la France « la première nation pacifiste ».

Et ce pacifisme nationaliste, chauvin même, n'a rien que de particulièrement inquiétant.

..

« La France par ci, la France par là ! » tel est le leitmotiv des bourreaux de crânes de notre pays. Ailleurs c'est « l'Italie ou l'Allemagne par ci, l'Angleterre ou la Pologne par là » ; et c'est avec cette stupide mentalité patriotarde que, même en parlant de la paix, on se prépare à acquiescer à toute guerre.

Ah ! ce n'est pas de gaieté de cœur que nous accablons de sarcasmes la fameuse Union Européenne.

Si réellement le projet Briand pouvait servir à la cause de la paix, si sincèrement nous pensions que son memorandum pourrait aider à écarter de nous ce cauchemar qu'est la guerre future, quelqu'imparfait qu'il fût, bien que venant d'un homme d'Etat, nous le saluerions joyeusement comme un pas en avant accompli sur la route de la fraternité humaine.

Nous ne regarderions pas si c'est un homme d'Etat, un renégat, un menteur professionnel qui proposerait une solution ; nous nous réjouirions de voir éloignée de nos têtes et de celles de nos enfants la menace de la guerre.

Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Le memorandum n'est qu'une duperie de plus à ajouter à tant d'autres dont est victime le pauvre peuple — réservoir inépuisable de chair à mitraille.

Les discussions vont se poursuivre une semaine durant sur ce fameux projet Briand. Cela va nous éclairer complètement. Nous verrons que derrière le verbalisme pacifiste de chaque homme d'Etat européen se cache des convoitises et des appétits lourds de menaces.

Nous verrons que, plus que jamais, la guerre rôde, prête ce coup-ci à anéantir des villes entières. La guerre, la guerre des gaz, plus horrible encore que la dernière, parce qu'elle n'épargnera personne, ni femmes, ni vieillards, ni malades, ni enfants, la guerre du poison, de l'asphyxie, la guerre démoniaque où « Prométhée déchaîné » fera une grande moisson de cadavres, nous guette, prête à fondre sur nous.

Nous verrons la semaine prochaine, grâce aux débats qui suivent leur cours sur le memorandum Briand, quelles sont les nombreuses questions qui la peuvent déclencher — et nous verrons aussi quel est le seul remède que proposent les anarchistes.

NOTRE MEETING POUR BERNERI

Comme nous l'annonçons dans notre dernier numéro, le « Comité du droit d'asile » va organiser le 10 octobre, dans la salle des Sociétés Savantes, une vaste manifestation pour Berneri.

Nous espérons que tous les amis se joindront à nous dans cette protestation qui, par sa puissance, fera reculer les combinaisons policières.

Il y a quelques mois furent arrêtés à Perpignan, sous l'inculpation de vagabondage, deux travailleurs espagnols nommés Pons et Blanco. Signalés à la police espagnole par la police française, une demande d'extradition fut formulée par le gouvernement espagnol sur des faits reprochés à Pons et Blanco, entre autres leur évasion des prisons espagnoles où ils étaient détenus. Relâchés à Perpignan pour le délit de vagabondage, Pons et Blanco furent conduits à Montpellier afin qu'il soit statué sur la demande d'extradition du gouvernement espagnol. La cour de Montpellier, après un bref examen, émit un avis favorable. L'extradition aurait sans doute déjà été accomplie si des amis de Pons et Blanco, des organisations syndicales espagnoles, n'avaient alerté leurs camarades français, saisi le Comité de Défense sociale.

Après l'examen des nombreux documents concernant cette affaire qui lui ont été fournis, il apparaît nettement que celle-ci revêt un caractère politique et social, que Pons et Blanco ont été en Espagne victimes de leurs opinions et injustement frappés par la Dictature de Primo de Rivera, que, dans ces conditions, ce serait une iniquité de remettre ces deux innocents aux mains des autorités espagnoles, mais c'est aussi une criante injustice de retenir en prison deux hommes pour un délit pour lequel ils ont été acquittés. C'est pourquoi des meetings ont déjà été organisés à Montpellier, Béziers, Perpignan, Marseille, etc., que le Comité de Défense sociale va entreprendre une campagne d'agitation afin de faire cesser cet arbitraire.

L'affaire Pons et Blanco est un épisode des événements tragiques de guerre civile que suscita la Dictature de Primo de Rivera en Espagne.

Devant l'établissement du régime d'exception où la liberté de la presse, les garanties constitutionnelles étaient supprimées ; les partisans de Primo de Rivera ayant le droit de vie et de mort sur tous leurs adversaires, un sursaut de réaction indignée et violente se produisit. Les femmes universitaires, même « les professeurs » des officiers bourgeois républicains, syndicalistes anarchistes, socialistes se dressèrent sous des formes différentes contre la Dictature. La répression fut impitoyable, les moyens les plus abjects furent employés pour compromettre et perdre les ennemis de la Dictature.

Pour supprimer les organisations ouvrières et syndicales des accusations stupides de complot contre la sûreté de l'Etat permettant la suppression de ces organisations furent lancées en même temps que de mensongères et infâmes accusations de vilénie étaient portées contre tous les militants de ces organisations pour les rendre suspects aux yeux des travailleurs et permettre leur emprisonnement ou leur exécution sommaire. Il y eut même des actes beaucoup plus abominables : des gardes civils, sous le prétexte le plus louche, assassinèrent délibérément à leur domicile ou en pleine rue, même le jour, des militants honorablement connus, dont le seul crime était de professer des opinions jugées subversives par la Dictature. Ces affirmations peuvent être confirmées par maintes preuves irréfutables.

..

Que sont Pons et Blanco ? Que leur reproche-t-on ? Pons est un garçon de café, Blanco est ouvrier polisseur. Tous deux, travailleurs probes n'ayant jamais été condamnés, appartenaient à une organisation syndicale. C'est uniquement dans ce fait qu'il faut rechercher le motif réel qui leur a valu la haine et les rigueurs des partisans de la Dictature.

L'accusation, sans autres preuves que celle un peu douteuse de policiers ou d'indicateurs tout à la dévotion des maîtres de l'heure, leur reproche une participation active à des actes de vol à main armée, de coups ayant entraîné la mort au cours d'une bagarre ayant eu lieu entre la police et un groupe de syndicalistes. Sans aucune certitude d'identité, « aucun des accusés n'ayant été arrêté sur-le-champ », Blanco fut arrêté longtemps après, sans que l'accusation de son propre aveu n'ait pu déterminer le rôle individuel de chacun des accusés qui furent arrêtés au petit bonheur et jugés en groupe en deux affaires différentes. Or dans l'une un laps de temps de quatre années s'écoula entre les faits incriminés et le jugement indique assez l'embarras malgré l'habitude façon cavalière de procéder des juges, d'échafauder une accusation précise. Malgré l'absence sérieuse de preuves, les dénégations formelles des accusés, Pons et Blanco furent l'un et l'autre condamnés à la prison perpétuelle. Il convient de signaler la partialité des juges de ces cours d'exception qui refusèrent obstinément l'audition de témoins sérieux susceptibles de réduire à néant les affirmations des policiers espagnols.

Ce qui donne encore mieux toute son odieuse, sa véritable signification, c'est que des avocats ont été menacés, emprisonnés et tués pour l'exercice de leur fonction, la défense des accusés. N'est-ce pas formidable ? De toute évidence et quelles que soient ses propres conceptions philosophiques ou sociales, la Dictature de Pri-

mo de Rivera, qui fut un moment de honte pour l'Espagne, est tombée sous la réprobation unanime. Cette Dictature, qu'on veut, pour le bien de la nation, la dignité du peuple, croire morte, a causé d'innombrables préjudices moraux et matériels que l'on s'est efforcé, dans une certaine mesure bien insuffisante, d'atténuer, puisque Pons et Blanco, ainsi que des milliers d'autres cas semblables demeurent encore sous le coup de l'arbitraire des tribunaux d'exception. Puisqu'il nous est donné, en ce pays qui se targue de tradition, d'hospitalité et de libéralisme, de pouvoir défendre le droit d'asile et la liberté individuelle odieusement persécutés dans la personne de Pons et Blanco, faisons-le énergiquement.

..

Nous donnons ci-dessous la lettre du défenseur de Blanco, M^r Cava Salas :

« Dans l'année 1923, eut lieu le procès de Joaquín Blanco Martínez, accusé d'un délit, dénommé délit social. Il me pria de me charger de sa défense. Dans l'accomplissement de ce devoir je trouvai toutes sortes d'obstacles mis sur mon chemin par les maîtres de la situation.

Pendant cette période politique, la liberté dans toutes ses manifestations fut brutalement réprimée, les droits les plus élémentaires de l'homme supprimés et les lois abolies, ou, ce qui est pire, soumises au caprice de la tyrannie.

Dans ces conditions tout fut mis en œuvre pour m'empêcher d'accomplir ma tâche professionnelle.

On me refusa une suspension d'audience à laquelle j'avais droit, pour permettre aux témoins les plus importants d'être entendus, pour l'éclaircissement de l'affaire.

D'autre part, la suppression du jury avait rendu plus aisée la tâche des juges aux ordres de la Dictature ; mais par contre rendait la mienne impossible.

En tant que professionnel du droit, je me dois d'exposer honnêtement ma conviction la plus absolue de l'innocence de Blanco et ses camarades.

Mais comment faire pour démontrer cet-

te innocence devant des juges qui n'ont d'autre souci que celui d'être complaisants et d'exécuter les ordres reçus d'en haut ? Et quelle idée de justice peut avoir un gouvernement dictatorial dont le chef a déshonoré à jamais par ses vices et ses immoralités l'histoire d'un peuple digne !

J'affirme que Blanco et ses camarades ont été condamnés sans que la moindre preuve de leur culpabilité ait été faite. En ce cas je fais appel aux sentiments humanitaires de tous, car c'est un devoir de justice et d'humanité que de sauver des hommes d'une condamnation qu'ils n'ont pas méritée.

Si, dans leur propre pays, ils n'ont joui que d'un traitement de parias et d'esclaves, que faire de mieux que de les défendre contre l'injustice dont ils s'ont victimes.

J'ai la certitude que toute personne qui pensera aux infâmes commises avec ces honnêtes ouvriers fera tout son possible pour empêcher la réalisation d'une nouvelle injustice.

CAVAS, avocat
du Barreau de Barcelone.
Barcelone, Mai 1930. »

Voici la lettre d'un autre avocat, M^r Mariobéro, du Barreau de Madrid :

Madrid, le 5 Mai 1930.
Monsieur Respaud,
Mon cher confrère,

Le Comité Pro-Pressos de Catalogne me demande de vous informer sur la manière d'agir de notre justice pendant la Dictature.

Trois jours après son institution, elle supprime le jury et il est encore supprimé. Avec ce qu'elle appelait ses décrets-lois elle confie aux conseils de guerre tous les délits sociaux, en plus de ceux de vol à main armée. Pour se former une idée du fonctionnement de ces conseils, il suffit que pour un assaut à un wagon-poste, fait par des malfaiteurs sans aucune idée politique ou sociale, un prévenu fût condamné à mort et exécuté.

(Lire la suite en deuxième page.)

UNE BELLE FIGURE DE L'ANARCHISME

Simon Radowitzky

par Hugo TRENI

Après vingt et une années de détention, le camarade Simon Radowitzky, en mai dernier, a recouvré la liberté. Toute la presse en a parlé, surtout la nôtre, qui a tracé, outre la sympathique figure de lui-même, et de martyr, toute l'importance assumée par les camarades et tous les travailleurs de l'Argentine qui, durant vingt ans, avaient élevé le nom de Radowitzky comme un symbole de leurs revendications, de leur lutte et de leurs aspirations.

Simon Radowitzky fut, en effet, un symbole, un drapeau derrière lequel, pendant de longues années, se groupèrent, unanimes, le peuple travailleur et les anarchistes argentins. Car durant les vingt et un ans passés en prison, jamais il n'eut une lettre, une parole de découragement, mais bien au contraire, chaque fois qu'une occasion se présentait à lui de pouvoir parler, c'était pour réconforter et donner de l'espoir à tous les compagnons, à tout le peuple qui, longtemps, à travers l'Argentine, continuèrent la lutte commune.

Même dans les moments les plus tristes de son existence de recluse, lorsque, face à lui-même, s'élevaient enflées toutes les espérances, quand seule lui apparut la possibilité d'en finir avec ses tourments par la mort, comme, surtout, ce fut le cas en janvier 1921, alors que, après deux ans et deux mois passés dans une cellule de punition, sans jamais pouvoir respirer un peu d'air pur ni recevoir un rayon direct de soleil, quand épuisé par ce temps passé à demi-ration alimentaire et qu'il n'espérait plus pouvoir vivre quinze autres jours, il écrivit quasi son testament, cette admirable lettre ouverte aux camarades et aux ouvriers de l'Argentine dans laquelle il se lançait à l'action et dénonçait toutes les horreurs qui ont lieu au pénitencier d'Ushuaia.

Cette lettre fut publiée en opuscule sous le titre : « La voix de ma conscience », et bien que cette lettre soit marquée d'un profond fatalisme, elle marque bien l'homme ferme et fort pour qui sa propre vie importe peu, mais qui, avant toute chose, réclame l'attention des compagnons et de la classe ouvrière sur la terrible situation des détenus d'Ushuaia.

Il disait : « Sans espérance, infirme et épuisé, néanmoins avec courage, j'attends tranquillement dans ma longue et silencieuse détention, entre quatre murs, sans voir la lumière du jour, sans pouvoir parler avec quelqu'un, j'attends tranquillement et avec fermeté la mort. D'autres prisonniers, ne pouvant résister aux cruelles persécutions, perdent la raison ; d'autres meurent d'anémie ou de tuberculose.

« Tenez pour sûr que tous les compagnons, connaissant, que à qui être dans la réclusion

perpétuelle, lui sont prohibées la lecture et la correspondance ; il ne peut fumer, ni même boire un breuvage amer, et seule lui est servie la demi-ration. »

Et, nonobstant la dure existence de notre camarade, des vingt et une années passées en prison, dix lui furent comptées « de punition » parce que les bourreaux devenus féroces s'acharnaient après sa personne, il est revenu parmi nous plein d'une nouvelle ardeur et d'enthousiasme, je dirais juvénile, qui est fait pour nous encourager tous, qui nous ramène sur la brèche depuis de longues années, qui avons eu une patience sans nom et sommes pour cela un peu trempés aux encouragements comme aux enthousiasmes.

..

Qui est donc et qu'a fait Radowitzky ? En Argentine et, pour ainsi dire, dans tout le Sud-Amérique, il est indubitablement parmi les figures les plus populaires, parmi les hommes les plus aimés et aussi les plus haïs, parce que, très jeune, âgé d'à peine dix-neuf ans, il se leva en vengeur du peuple mitrillé dans les rues de Buenos-Ayres. D'origine hébraïque, mais né en Russie le 10 septembre 1891, à Kiev, de parents pauvres, il participe tout bambin encore aux mouvements révolutionnaires de 1905 et fut en cette occasion gravement blessé. Mais ce fut surtout dans les prisons tzaristes, où il fut détenu quelque temps en 1906 et, plus tard, en 1907, au contact de vieux militants, que son esprit rebelle commença à s'orienter vers une plus concrète idéologie ; vers notre idéal.

En 1907, il s'enfuit une première fois de Russie, mais après avoir séjourné quelque temps en Autriche et en Allemagne, il retourne chez lui pour partir au début de 1908 pour l'Angleterre, puis le Sud-Amérique. Il débarque à Buenos-Ayres en avril 1908. Le mouvement anarchiste, à cette époque, était très batailleur, car une réaction bestialement féroce ne manquait de s'abattre à la plus petite et insignifiante occasion sur le peuple quand celui-ci osait élever quelque protestation ou encore simplement chercher à faire valoir ses droits. Dans toutes les maisons, la lutte entre la réaction et la révolution était acharnée.

En 1909, quand le gouverneur, docteur Figueroa Alcorta, appela le colonel Falcon à la tête de la police de la capitale, nulle équivoque ne pouvait subsister sur le caractère nettement accentué de la répression dans la politique intérieure.

Le premier mai 1909, comme toujours, fut annoncée une démonstration suivie d'un meeting qui devait se tenir sur la

place Lorea (actuellement place du Congrès).

La démonstration se déroulait assez tranquillement, les orateurs firent leurs discours, écoutés par une grande affluente, dont faisaient partie des femmes et des bambins, lorsqu'un coup de revolver tira par un policier sema la confusion dans cette foule. Les troupes, la police présentes, commandées par un certain Jolly Medrano, se mirent sans préavis à tirer à leur tour sur la foule désarmée qui, épouvantée, s'enfuit dans toutes les directions. Sur le pavé restèrent 8 morts et 146 blessés, et encore la police, non rassasiée du premier carnage, poursuivit les fugitifs à coups de revolver et de dague.

Cet événement produisit une énorme émotion dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire, et Falcon devint la personne la plus exécrée de la classe ouvrière. Chez beaucoup naquit l'idée de châtier le coupable d'un tel massacre, mais seul le jeune Simon Radowitzky devait réussir, six mois plus tard.

Durant quelques jours, la maison du chef de la police fut surveillée, les entrées et sorties furent étudiées par Radowitzky et, le 14 novembre, il décida d'accomplir son acte.

Le matin du 14 novembre, à l'heure où il savait que Falcon devait sortir de sa maison, il l'attend, bien décidé de faire son geste. A l'heure habituelle, la voiture du chef de la police sortit du palais. Simon s'apprêta à jeter sa bombe, mais dans la rue il y avait beaucoup de gens. Il vit une femme, un bambin qui, s'il avait lancé son engin, auraient été certainement tués. Malgré qu'il fut bien décidé à abattre le policier, il ne put se résoudre à commettre son acte, car s'il voulait punir le coupable des massacres du Premier Mai, il ne voulait pas faire de victimes innocentes. Ainsi le carrosse put continuer sa route, et lui se décida à attendre une occasion plus propice. Il pensa qu'au retour la chose serait plus facile.

Tandis qu'il attendait, il lui revint en mémoire une note qui avait été publiée, disant que le chef de la police devait, ce matin-là, assister aux funérailles d'un ancien directeur de l'Administration pénitentiaire, Antonio Balvó. Lentement, il se dirigea vers les lieux où devait avoir lieu cette cérémonie.

Le colonel Falcon, après avoir écouté les orateurs et terminé sa fonction, regagna son carrosse pour rentrer chez lui. Radowitzky remonta l'avenue Quintana, sûr de rencontrer le bourreau et, en effet, à la hauteur du N° 455, à quelques mètres seulement de distance, vit passer la voiture de l'homme le plus haï de l'Argentine. Un instant après, sa bombe tomba en plein milieu du carrosse, le coupant en deux, blessant gravement Falcon et son secrétaire qui l'accompagnait, Lartigan. Tous deux moururent quelques heures plus tard.

Sa bombe lancée, Radowitzky chercha à s'éloigner, mais les gens présents, et surtout la police, se mirent à sa poursuite. Sur le point d'être pris, il se tira un coup de revolver dans la poitrine et tomba blessé.

La réaction qui suivit fut féroce ; le groupe anarchiste russe, auquel appartenait Simon et dont il était fondateur avec son frère aîné, fut fermé et ses membres arrêtés ou déportés ; bien qu'il fut prouvé que Radowitzky avait agi seul.

En effet, dans sa ferme déclaration faite devant les autorités, le 16 novembre, et comme l'affirme un communiqué de l'époque : « Il se refusa à dire ses nom, état, condition et nationalité. Se déclarant seulement mécanicien de profession et ne connaissant de l'Argentine que sa capitale. Il refusa aussi de dire depuis combien de temps il résidait dans le pays, car toute question de date et de personnes ne pouvant servir à rien ; affirma qu'il suffisait de savoir qu'il n'avait pas encore vingt ans et qu'il travaillait depuis l'âge de 10 ans, sans vouloir dire où ; qu'il était l'auteur de la bombe qui provoqua la mort de Falcon, qu'il connaissait pour l'avoir vu en différentes occasions, et que cette bombe était bien dirigée contre sa personne ; qu'il avait agi sans complices ni amis. Il termina sa déclaration en se refusant de la signer, disant « qu'il ne saura le faire », et l'agent fiscal signa pour lui.

Le procès eut lieu en janvier 1910. Le ministère public réclama la peine capitale, qui ne pouvait être appliquée en raison de la jeunesse de l'accusé et qui se changea en une autre bien plus terrible encore : celle de vingt années de prison, aggravée de vingt jours de réclusion chaque année, à l'anniversaire de la mort de Falcon.

D'écrire brièvement quelle fut la vie de Radowitzky en prison, durant 21 ans, est quasi une œuvre impossible (1). Elle est trop pleine d'épisodes de grande importance. Au reste il n'est nul besoin de tracer le caractère de notre camarade. Tel qu'il était en prison, tel il est resté maintenant qu'il est en liberté.

Sa rectitude, sa sévère méthode de vie, comme son courage, sans aucune fanfaronnerie devant les juges, puis devant ses bourreaux, qui, durant toute sa détention s'acharnèrent contre lui pour lui voir échapper une plainte, un acte de désespoir ou de chagrin, firent de ce jeune « inconnu » le symbole de toute la lutte révolutionnaire du prolétariat argentin, l'homme qu'on ne put oublier et que le peuple, travaillant avec la force révolutionnaire travailla à arracher des galères. Passés les Premier Mai qui suivirent l'attentat, après que la réaction eut détruit la Protesta, arrêté et déporté en masse les compagnons, quelques survivants s'occupèrent d'organiser une évasion. On pensa un moment à creuser un tunnel sous la prison « La Penitenciaría Nacional » où il se trouvait alors, et le 6 janvier 1911, jour établi pour la fuite, quand les ultimes coups de pioche atteignirent la cellule de notre ami, celui-ci n'y était plus. Les autorités, se doutant de quelque chose, la Direction avait, peu de temps avant, changé notre ami de cellule. Trente autres détenus, néanmoins, purent reconquérir la liberté.

Après cette première tentative de fuite, Radowitzky fut envoyé à Ushuaia, dans la lointaine Terre de Feu, la région la plus inclemente de toute l'Argentine.

(1) Simon Radowitzky a déjà commencé à écrire un livre qui aura comme titre : *Claqueurs et Souvenirs de prisons*.

Ushuaia est une des maisons de réclusion les plus terribles que compte l'Argentine. Sur les horreurs commises en cette terre maudite il a été beaucoup écrit — on écrit encore beaucoup maintenant — à propos de la libération et du témoignage de Radowitzky. Mais la vérité, toute la vérité n'est pas encore dite.

Combien de camarades devinrent fous, moururent de tuberculose ou des suites des mauvais traitements subis ?

Le pénitencier d'Ushuaia contient de 700 à 800 prisonniers. Durant beaucoup d'années on constata la mort de 20 0/0 des détenus, c'est-à-dire 150 à 200 morts par an. Sans parler des fous.

Un compagnon devenu fou, les gardiens se réjouirent comme d'un spectacle théâtral, de lui faire manger ses excréments mélangés à sa soupe. D'autres, pour rien, et bien que reconnus fous, furent mis au pain et à l'eau, ou quelque jour on leur supprima complètement le manger et on les mit en cellule de punition.

Après sa seconde tentative de fuite, le 7 novembre 1918, grâce au dévouement et à l'abnégation de quelques camarades, il put s'échapper d'Ushuaia, mais, par malheur, pour ne pouvoir seulement respirer un peu d'air libre que sept jours. Il fut rattrapé et condamné au secret pour plus de deux ans et à la demi-ration alimentaire. Quand il sortit de la cellule de punition, chancelant, avec des jambes incapables de le soutenir à cause de l'excessive débilité, sa première préoccupation fut encore de dénoncer les tortures qu'il vit infliger à ses codétenus, et il ne pensait qu'à alléger, avec quelques secours qui lui parvenaient, la misère des autres.

Quelque temps avant que notre Radowitzky fut rendu à la liberté, les détenus furent informés qu'un vaisseau, le « Monte Cervantes », plein de curieux qui arrivaient à Ushuaia pour visiter les garnisons, comme on va au jardin zoologique voir les bêtes féroces, avait fait naufrage dans le voisinage et que les survivants étaient venus se réfugier dans le pays. Les détenus leur firent don de la moitié de leur ration de poisson pendant tout le temps que les naufragés restèrent au pays, pour leur rendre, par cela, moins pénible leur malheur.

Il n'est pas possible de recevoir meilleure leçon que celle donnée par les « réprochés de la société » à la société même. Répondre par un geste de générosité et de bonté à toute l'horreur et la souffrance que la société leur inflige ou permet qu'on leur inflige.

Le 15 mai de cette année, Simon Radowitzky put, enfin, s'embarquer pour Montevideo, étant donnée l'impossibilité pour lui de vivre en Argentine. Inquiet, il attendait son arrivée. L'arrivée du vivant parmi les vivants.

Malgré toutes les souffrances et douleurs, c'est encore un homme viril et plein de volonté de lutte qui est de retour. Ses premières paroles furent d'espoir et de foi : « Mon salut aux camarades, à tous les prolétaires, c'est que mon anarchisme qui ne s'est pas plié en prison, s'affirme aujourd'hui plus fort que jamais, en liberté. Enfin, ce n'est pas mon seul salut que je désire vous apporter, mais aussi celui des camarades qui restent à Ushuaia. Vous autres, travailleurs et anarchistes de l'Argentine, recevez-le comme un stimulant pour lutter contre les prisons et libérer nos emprisonnés. »

Puis, voyant la division qui ronge le mouvement anarchiste argentin, il a une parole de paix, de fraternité et lance un appel pour une ample entente et un mutuel respect.

« Que chacun travaille comme sa conscience d'anarchiste le conseille, que chaque groupe soit libre en ses actes avec un but anarchiste... Mais il ne faut pas oublier que la classe ouvrière n'écoute pas seulement notre parole rebelle, mais regarde encore plus nos actes, notre conduite personnelle. En certains cas nos actes personnels influent davantage que notre propagande. »

« Déjà, de la prison, j'ai fait tout mon possible, écrivant à de nombreux camarades, leur demandant, au nom de notre idéal, qu'ils laissent à l'écart toutes discussions et luites intestines ou personnelles et d'éviter toute parole malintentionnée qui peut dégénérer en insulte et en lutte... Que notre lutte future soit seulement dirigée contre la société actuelle, que notre intelligence que notre presse soient consacrées à la propagande, et que notre force et nos sacrifices tendent à la destruction du système capitaliste. »

Et c'est avec de telles intentions et après un tel acte de foi que Simon Radowitzky renoue le fil rompu de sa vie active au sein de notre mouvement, que, du reste, il n'avait pas un seul instant abandonné.

HUGO TRENI.

Un appel pressant à tous les camarades

La Commission administrative de l'U. A., réunie pour examiner la situation financière du Libéraire, décide de s'adresser à tous les amis du journal pour faire un effort rapide et puissant.

Les mois d'été, funestes à tous les journaux d'avant-garde, ont été plus durs pour notre organe du fait que nous avons été obligés de rembourser les dettes contractées avant le congrès envers le « Comité de l'Entente » et au « Comité Odéon », ainsi qu'envers divers camarades. Nous avons fait de notre mieux.

D'autre part, plus de 2.000 francs d'impôts pour l'année 1929 sont à payer immédiatement.

Ce qui fait que non seulement notre caisse est à sec, mais qu'il nous faut faire face aux notes du percepteur.

Que tous les camarades nous aident à franchir ce cap difficile ; qu'ils le fassent sans tarder.

Pour le Libéraire, tous à l'œuvre !

Adresser les fonds à Jean Girardin, 72, rue des Prairies, Paris (20^e). Chèque postal : Paris 1191-98.

Costes, Coty, Bellonte et la femme coupée en morceaux

Il faut à la mentalité publique de grands records et de beaux crimes. Ainsi se peut-elle ébahir, admirer et s'indigner tout son saoul, sans grand effort de pensée et sans risquer de bousculer la moindre idée établie.

Parfois, ces deux éléments d'intérêts se concurrencent. Ainsi, la dernière affaire de femme coupée en morceaux a été un peu éclipsée par le raid Costes-Bellonte. Il faut reconnaître que notre grande presse a fait un effort remarquable de bêtise à cette occasion. Pour toutes sortes de raisons patriotiques, politiques, financières et publicitaires. Ceux qui, après avoir ingurgité tant de phrases pompeuses, ne se sont pas sentis fiers d'être Français, c'est qu'ils y ont mis de la mauvaise volonté.

Quelques mauvaises humeurs se sont pourtant manifestées. L'illustre M. Coty, qui avait, paraît-il, quelque peu subventionné cette entreprise patriotique, s'est plaint que ses chers confrères du Consolium de la grande presse n'aient pas fait à ses libéralités la publicité qui leur était bien due. Et il a raison de protester, car son concours à l'entreprise en précise assez pittoresquement le caractère.

De son côté, M. Laurent-Eynac, accusé précisément par les rédacteurs de Coty de n'être bon qu'à organiser des catastrophes d'aviation, revendiquant assez algèbrement sa participation à l'envoi du Point d'Interrogation.

Tout cela n'empêche point l'enthousiasme unanime pour les « héroïques aviateurs ».

Il y a comme cela des courages officiels que tout le monde se sent tenu d'admirer « sous peine de se faire mal voir ». Ce sont des courages de « gens bien » et qui gagnent beaucoup d'argent. Le petit histoire a, paraît-il, rapporté des millions à Costes. Cela l'a considérablement grandi dans l'estime de beaucoup.

Il y a certains risques, certains périls, certaines morts tragiques mêmes qui suscitent des grandiloquences. D'autres qui ne valent pas la peine que des gens qui se respectent y attachent autrement d'importance. Chaque jour, dans les quotidiens, on peut trouver quelques brèves lignes, en caractères minuscules, « les accidents du travail », non loin d'une autre rubrique laconique, « les désespérés ». Ni l'une ni l'autre de ces catégories de victimes n'ont droit à l'émotion du journaliste, ni à celle du lecteur.

On dit aux gens d'admirer et ils admirent, sans trop demander pourquoi. Quand on leur dit de s'indigner, ils s'indignent. C'est beau dans son genre. Quelquefois, les consignes successives se contredisent : robes courtes, robes longues. A Berlin, à Genève, à Locarno, et puis peut-être encore demain à Berlin.

Pour l'instant, on a fait bier le troupeau au passage de l'aviation transatlantique.

Quelques-uns font remarquer avec mélancolie que ces admirables prouesses pourraient avoir d'assez sinistres conséquences. Un beau jour, les Costes, les Lindberg et leurs émules pourraient traverser les océans avec des cargaisons meurtrières. Une flotte d'avions européens pourrait aller mettre à mal les gratte-ciel de New-York. Ou bien inversement, des civilisateurs yankees pourraient venir à l'improviste anéantir quelque capitale européenne.

Tout cela est, en somme, convenable, normal. Nous n'en sommes plus au temps où quelques nigauds s'imaginaient que l'aviation allait « supprimer les frontières » et qui pleuraient de joie en s'apercevant que l'humanité avait enfin des ailes, sans présumer le glorieux emploi qu'elle allait en faire. Et nous avons déjà eu d'assez bons échantillons de ce qu'on pouvait réussir dans ce genre.

Nous savons ce qu'il y a à attendre des héros de l'aviation, comme d'un tas d'autres héros au service de la civilisation capitaliste ou de la civilisation soviétique ou de n'importe quelle forme autoritaire.

Et quand un hasard fait coïncider avec le triomphe de Costes et Bellonte, la découverte du cadavre de la femme coupée en morceaux, il nous donne ironiquement le symbole du carnage méthodique que nous avons à « espérer » des développements de la technique « moderne ». A moins que...

A moins que, ce qui n'est pas impossible, les hommes se décident à se servir des possibilités données par la science pour se créer une vie libre, heureuse et agréable, au lieu de les appliquer à l'extermination brutale en temps de guerre, à l'asservissement et à l'abrutissement général en temps de paix.

EPSILON.

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer à la semaine prochaine un article sur la mort de ZO D'AXA

par Pierre Mualdès, ainsi que : FAITS ET DOCUMENTS, par Bernard André.

ILYA EHRENBURG

10 C.V.

Le Rôman de la machine

Lisez ce livre, camarades, vous comprendrez notre époque de machinisme éracé, bête qui, pour assouvir la soif d'or de quelques potentats et des porteurs d'obligations assassine chaque jour à l'usine, aux colonies et dans les rues de banlieue les fils du peuple par la machine, le sabre, le fouet ou le revolver.

15 francs. — Franco : 16 fr. 50

En vente : Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20^e).

L'AFFAIRE PONS ET BLANCO

(Suite de la 1^{re} page).

Généralement, la procédure commençait par une confidence que les policiers disaient avoir reçue et qui, dans les cas importants, était de leur invention.

Après, on arrêtait l'individu et on le gardait dans les geôles de la police sans en donner connaissance aux autorités judiciaires, quelquefois jusqu'à trois mois. Pendant cette détention, les sévices étaient fréquents et on disait à la famille du condamné qu'il n'était pas arrêté.

Après, avec un rapport, il passait devant le juge militaire qui délivrait le mandat d'arrêt et on l'enfermait en prison où il restait encore isolé pendant parfois jusqu'à six mois et plus. Quand la mise au secret était levée, il pouvait écrire et les avocats pouvaient commencer leur travail et encore si les directeurs de la prison le permettaient, car la plupart de ses fonctionnaires furent d'actifs collaborateurs de la Dictature et se croyaient aussi irresponsables qu'elle-même, avec cette limitation de la défense et avec le calvaire imposé aux prévenus avant d'arriver en Cour d'assises. Il est tout naturel que ceux qui pouvaient émigrer n'hésitaient pas et choisissaient l'Exil. Il était déjà une habitude, celle de payer en argent largement la police pour chaque délit politique ou social qu'elle pouvait découvrir, il arrivait maintes fois que la même police inventait ou simulait les délits. Les magistrats qui ne se dévouaient pas aveuglément au gouvernement étaient privés de leurs fonctions et les procureurs avaient ordre de faire appel au Tribunal Suprême pour tous les acquittements.

Ainsi il est arrivé au Tribunal de Pamplune de condamner Juan Garcia Oliver pour le simple fait d'avoir un pistolet, à quatre ans de prison.

Les avocats, qui s'étaient fait remarquer pour avoir défendu des prévenus politiques ou sociaux, ont été poursuivis incessamment, surtout moi qui ai été condamné trois fois avec incommunication de 17 à 25 jours. Pendant que j'étais arrêté on montait la garde dans mes bureaux et tous les clients qui s'y présentaient étaient arrêtés. Dans mes papiers on m'a pris quatorze registres, laissant tout en désordre et pendant ma première incommunication, je fut condamné à une amende qui fut effective de suite.

J'ai souffert en prison pendant quatre mois en hiver, dans une cellule sans plafond, et il y a déjà six ans qu'ils ne me donnent plus de passeport pour voyager.

La situation avec le gouvernement actuel n'a pas beaucoup changé.

Dans cette occasion bien fraternellement à vous.

M. MARIOBERO.

Le Comité de Défense Sociale.

PROPOS D'UN PARIA Ordre et progrès

Notre national (car bien qu'il soit Belge, il est digne d'appartenir à la généreuse nation française), Clément Vautel vient, une fois encore, de nous prouver que l'esprit et le cœur n'ont absolument rien de commun avec lui.

On sait que ce pauvre type est chargé d'alimenter tous les jours sa rubrique « Mon film » dans le Journal, et, naturellement, c'est une besogne bien fatigante que celle de « pondre » un article quotidiennement lorsque les moyens spirituels dont on dispose sont assez limités. Aussi plaidrions-nous sincèrement Vautel d'en être réduit pour gagner sa croûte à faire ce métier de véritable esclave de lettres si dans ses « papiers » de mercenaire de plume il se contentait d'étaler sa banalité.

Seulement, il veut « faire » de l'esprit. Et, ma foi, cela tombe toujours de telle façon que cet « esprit de l'escalier » se montre sous un jour inhumain quand il n'est pas tout simplement bête à en pleurer.

Donc, notre Clément-Sot a publié, le 5 écoulé, une de ses petites saletés habituelles.

Commentant une lettre écrite du bagne par Charles Baralaud, dans laquelle ce dernier se plaint du « véritable enfer » qu'est le séjour à la Guyane, Vautel regrette que tous les journaux n'aient pas publié en bonne place cette lettre, et que d'autres bagnards n'en envoient pas de semblables plus souvent.

Car, dit-il, lorsque l'on saurait que Cayenne n'est pas un séjour paradisiaque, lorsqu'on apprendrait que la vie au bagne est « un enfer », peut-être que cela refroidirait un peu le zèle des chourineurs et des malfaiteurs.

Que Vautel nous permette de lui dire qu'il y a longtemps que les journaux ont dit que le bagne est un enfer. Albert Londres et Louis Roudaud (pour ne citer que ces deux derniers) sont allés enquêter à la Guyane et ils nous ont donné dans deux journaux — dont l'un a le plus fort tirage des journaux français — des reportages qui nous ont levé le cœur de dégoût devant la crapulerie, la féroce et l'ignominie de l'administration pénitentiaire et des gardes-chiourmes.

Qu'on publie beaucoup de lettres décrivant la vie des malheureux forçats, que l'on révèle les scènes d'horreur et d'épouvante qui se déroulent au bagne, d'accord.

Seulement, et c'est ce qui nous différencie de Vautel, nous demandons qu'on publie cela en bonne place pour soulever l'émotion et la colère du peuple afin que celui-ci exige, enfin, la suppression pure et simple de cette institution, qui est la honte de l'humanité.

Car le vrai coupable, dans les crimes et délits qui empoignent leurs auteurs au bagne ou en prison, c'est la société pourrie, bâtie uniquement sur le vol et le crime.

Ceux qui sont au bagne ont tué, dilués-vous ? Même si cela était vrai — car on en connaît beaucoup qui ont été victimes d'odieuses machinations policières — même si cela était vrai, ne serait-ce pas une raison de plus de les libérer ?

Puisqu'on glorifie des maréchaux, généraux et autres assassins professionnels, puisqu'on prône la gloire des « héros »

Comme on peut le voir par la lecture de ces lettres l'Espagne était soumise à un véritable régime de terreur où la liberté et la vie des citoyens étaient à la merci du dictateur ou de ses sbires. On n'est donc pas surpris que Pons et Blanco, militants actifs, aient été tout désignés à la haine des séides de l'infâme Dictature.

C'est donc un devoir impérieux de mettre fin à cette iniquité.

Nous apprenons qu'un supplément d'enquête a été ordonnée sur la demande du gouvernement français sur les faits reprochés à Pons et Blanco en Espagne. Que signifie cette farce ? Comment ! Pour des faits passés en 1923, jugés valables, on espère trouver aujourd'hui plus de sincérité, plus d'honnêteté dans l'enquête des policiers ? On espère qu'ils vont se condamner, eux ou leurs amis, mettre en mauvaise posture les juges sans honneur, auteurs du jugement arbitraire et inique ? C'est sur une telle enquête qu'on prétend juger de la culpabilité ou non de Pons et Blanco ? Eh bien ! non, mille fois non. Cette comédie indigne d'une véritable justice ne saurait satisfaire que les naïfs. Nous ne sommes pas de ceux-là. Bon gré, mal gré, il faudra, tôt ou tard, en venir à la seule mesure équitable qui impose leur libération. Pour atteindre ce résultat nous sommes disposés à ne point ménager nos efforts, à faire autour de cette affaire tout le bruit, toute l'agitation nécessaire.

Les concours les plus dévoués, les plus étendus ne nous manqueront pas.

Le Comité de Défense sociale fait appel à toutes les bonnes volontés, à toutes les consciences libres. Il importe qu'une aussi flagrante injustice ne continue pas d'avantage pour empêcher l'extradition de Pons et Blanco.

Pour leur libération rapide tous à l'œuvre.

D'ores et déjà un meeting est en préparation à Paris. Il aura lieu le vendredi 26 septembre, salle des Sociétés Savantes. D'autres suivront en banlieue et en province. Les sections de province du Comité recevront une documentation qui leur permettra d'agir de leur côté et de donner à cette affaire l'extension désirable.

Nous demandons à toute la Presse qui se flatte de libéralisme de nous aider à dénoncer une des iniquités de la Dictature espagnole et à faire libérer deux de ses infortunées victimes.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.

Le Comité de Défense Sociale.



à travers le MONDE

PRÉPARATIFS MILITAIRES

De grandes manœuvres ont eu lieu pendant quatre jours en Angleterre. Les centres industriels formaient les principaux points d'attaque des avions de bombardement. Les commandements étaient donnés le plus possible par radio. On a utilisé lors des manœuvres aériennes un nouveau type de mitrailleuse qui a tiré 13.000 coups en deux heures, dont 9.600 sans interruption.

Le correspondant militaire du *Daily Telegraph* mande que l'une des grandes fabriques anglaises d'armements a construit une nouvelle plaque blindée dont la résistance est double par rapport aux anciennes. Dans la compétition entre le projectile et le blindage, celui-ci se retrouve ainsi au premier rang. Cette invention est du plus grand intérêt pour la flotte et pour la mécanisation de l'armée, et naturellement aussi — ajoutons-nous — pour les capitalistes anglais des armements. Il serait désormais possible de construire des tanks ayant à la fois une très grande vitesse et un blindage puissant. Jusqu'ici, pour les tanks britanniques, la vitesse a été sacrifiée en faveur du blindage. En France, de grandes manœuvres aériennes, avec emploi de gaz délétères, ont eu lieu au-dessus de Lyon. La conclusion en a été que la population ne pourrait pas trouver une protection suffisante dans les maisons. D'après des nouvelles parues dans la presse anglaise, des essais sont tentés en France au moyen de canons-raquettes. La portée en serait de 300 à 500 kilomètres, et ils permettraient le lancement de grenades de plus de 1.000 kilos. Un seul coup suffirait à répandre le gaz sur des villes et des régions entières. Des essais analogues de canons-raquettes ont de même été faits en Amérique. Dix-sept grands tanks ont été utilisés lors des manœuvres dans les régions alpines, afin d'en déterminer les possibilités d'emploi en montagne. On a atteint une hauteur de 2.000 mètres. En Italie, du fait de l'augmentation de 500 millions de lires (dont 300 millions pour l'armée, 100 millions pour la marine, 80 millions pour la flotte aérienne et 20 millions pour la milice), le budget de la guerre a été porté à 3.177 millions pour l'armée, 1.600 millions pour la marine et 798 millions pour la flotte aérienne.

En Yougoslavie a été promulguée une nouvelle loi sur la sauvegarde nationale, qui régit la mobilisation de l'ensemble de la nation et de toutes les ressources matérielles en vue de la défense. Les préparatifs nécessaires seront effectués, en temps de paix déjà, pour la mobilisation de la force armée, des communications, des finances, de l'industrie, de l'agriculture et de la main-d'œuvre.

Pays-Bas : en Indonésie, 26 % de l'ensemble des dépenses sont affectés à la défense, à savoir 135 millions de florins sur 517. On s'y prépare également à la guerre des gaz, ainsi que cela ressort de la décision de créer une école de gaz en Indonésie elle-même. Un nouveau modèle de masque à gaz, préparé par une fabrique de caoutchouc, sera mis en usage dans l'armée. En Roumanie, on a décidé l'établissement d'une base navale à Constanza. Elle coûtera plusieurs milliards de lei. En Russie, 51 avions de bombardement ont été remis le 1^{er} août à la flotte rouge. En Tchecoslovaquie, au cours des manœuvres, l'on a fait des essais de lancement de bombes sur les villes de Pardubitz et d'Olmutz. Ces essais avaient pour but d'enseigner aux civils la façon de se comporter en cas d'alarme avant une attaque aérienne. En guise de bombes, les aviateurs jetaient des feuilles volantes qui décrivaient les diverses sortes

fets. Les Etats-Unis pratiqueront un essai de bombes d'avions et leurs terribles effets de construction d'un croiseur capable de transporter 75 avions. Le Département de la marine projette l'agrandissement de la flotte aérienne en contact étroit avec la flotte de guerre. A titre d'essai, tous les torpilleurs et sous-marins seront pourvus d'un avion de combat. Le sous-secrétaire d'Etat pour l'aviation du Ministère de la marine a déclaré que les dirigeables géants commandés par la marine américaine sont de la plus grande utilité ; spécialement en cas de guerre sur mer, ces gigantesques dirigeables se relèveront très supérieurs aux cuirassés et aux avions. En outre, ils peuvent être construits dans un délai relativement court.

(S. P. du B. I. A.).

EN AMERIQUE

Mooney et Billings

Un grand meeting s'est tenu à Los Angeles (Californie) pour protester contre les poursuites exercées depuis quatorze ans déjà contre des condamnés innocents. Les organisateurs de la réunion l'avaient annoncée en faisant circuler dans les rues de Los Angeles un corbillard et un cercueil sur lesquels étaient fixés des transparents qui portaient comme inscriptions : « La Justice est morte en Californie » et « Mooney et Billings sont innocents ». La police avait refusé de donner son consentement. Lorsque, malgré cela, on fit circuler le corbillard portant les inscriptions susmentionnées et l'annonce de la réunion, deux des organisateurs — dont un des dirigeants du parti socialiste de Los Angeles — furent arrêtés sous l'inculpation « d'annonce dans la rue au moyen d'un véhicule » pour laquelle aucune autorisation n'avait été accordée. 1.500 personnes assistaient à la réunion, qui transmit au gouverneur Young un message télégraphique réclamant la libération immédiate de Mooney et Billings. Dix orateurs prirent la parole, parmi lesquels Upton Sinclair et Fred Moore, l'un des avocats de Sacco et Vanzetti. L'avocat Packard déclara que, même si Mooney et Billings étaient coupables, ils devraient cependant être libérés, par le fait qu'ils ont été emprisonnés sur la base de faux témoignages.

(S. P. du B. I. A.).

EN BULGARIE

Le 23 août 1930

En commémoration de la mort tragique de Sacco et Vanzetti, nos camarades bulgares ont exprimé la ferme volonté de continuer leur œuvre en diffusant des tracts dans tout le pays. A Sliven, ils accrochèrent sur les portes des usines des drapeaux noirs. Dans plusieurs prisons, nos camarades ont refusé la nourriture et par conséquent sont incarcérés dans les cachots et privés de correspondance et de visite.

Bureau d'information
des Comités de secours
aux anarchistes bulgares.

Michel BAKOUNINE

DIEU et L'ÉTAT

Préface

d'Elisée RECLUS et Carlo CAFIERO

Nouvelle édition avec 2 portraits
de Bakounine

Prix : 1 fr. 50 — Franco : 1 fr. 75

LES LIVRES

Georges DUHAMEL : Scènes de la vie future

La semaine dernière, j'analysais ici les impressions d'un homme qui vécût quelques mois en Russie. Il est bon de mettre en parallèle l'ouvrage que vient de nous donner Duhamel sur son séjour aux Etats-Unis, car si Marion est revenu du pays des Soviets complètement dégoûté de la bolchevisation, Duhamel a quitté le pays des Dollars, révolté et indigné de l'industrialisation.

Marion et Duhamel partent du même postulat : à savoir que tout changement gouvernemental ou industriel devrait avoir pour but l'amélioration du sort de l'individu. L'un et l'autre ont voulu voir un « nouveau monde » et tous deux sont revenus pénétrés d'angoisse et de répulsion. Ce qui fait que les impressions de Duhamel sur les Etats-Unis complètent, pour ainsi dire, celles de Paul Marion sur la Russie, c'est que chacun de ces deux pays semblent être le point de départ de notre devenir.

Les laudateurs de Moscou nous citent en exemple les « réalisations » faites par les Bolcheviks et nous invitent à en faire autant ; les admirateurs de New-York pronent avec béatitude les « réalisations » des Yankees et sollicitent de nous une imitation la plus immédiate possible des méthodes de travail et de vie américaines.

(1) G. Duhamel : *Scènes de la Vie future* (Mercure de France), 1 vol. 12 francs.

C'est pourquoi Georges Duhamel, que la simple perspective d'une Europe adaptée aux méthodes et aux mœurs américaines emplit d'indignation, met le fort justement son livre : *Scènes de la Vie future*.

A ceux qui viennent continuellement nous vanter le sort heureux de l'ouvrier américain qui « possède son automobile et sa salle de bain » Duhamel vient de faire une magistrale réponse, et c'est dans le fond, entre lui et les zéloteurs des Etats-Unis, toute la querelle qui met aux prises constamment la Société et l'Individu.

C'est la lutte éternelle entre deux conceptions diamétralement opposées : l'une pour qui la collectivité, la société, la nation, l'Etat et les institutions sociales sont tout ; l'autre qui ne veut, au contraire, considérer le groupement social que comme un moyen d'arriver au plein épanouissement de chaque individu composant ce groupement.

Et il faut savoir gré à Duhamel d'avoir lancé un suprême avertissement, en quel que sorte un cri d'alarme, à l'individu qui menace de sombrer complètement dans ce qu'on appelle la civilisation scientifique et mécanique.

Dans sa très belle préface, il laisse percer toute l'inquiétude qui l'envahit. Répondant à Ernest-Robert Curtius qui affirme que « ce serait vraiment triste si le

EN ITALIE FASCISTE

La préparation à la guerre

Plusieurs journaux ont publié des nouvelles de la préparation militaire italienne sur la frontière française. Il est certain que des fournisseurs de l'armée italienne ont reçu de fortes commandes avec un terme de livraison très court. La guerre est-elle possible, très possible. La préparation est évidente en France et en Allemagne. Le Ministre allemand des Affaires étrangères tient à accentuer la neutralité du gouvernement d'Allemagne dans le conflit franco-italien. Il a même refusé l'invitation que Mussolini lui a faite d'une visite à Rome, mais il a repoussé la proposition de Briand d'une conférence franco-allemande. Les gouvernements de l'Allemagne et de l'Italie marchent ensemble, pour le moment. Le Traité de Versailles, cette folie non moins grande de la guerre, consolide la politique étrangère du gouvernement de Mussolini. Et cette politique est de guerre.

On a peur de la guerre. Mussolini exploite cette peur. On a balkanisé toute l'Europe ; Mussolini exploite tout à tour les mécontents des nations vaincues. Les bruyantes démonstrations anti-françaises dans la Ruhr et celles non moins bruyantes d'Italie font penser à la guerre. C'est comme cela qu'on commence.

Mais il y a des différences. En Allemagne il y a eu une occupation militaire et une exploitation économique. En Italie il y a seulement du chauvinisme bête, de l'impérialisme fou. En Allemagne il s'agit d'une réaction, en Italie d'une provocation.

A Salsomaggiore, qui est une des plus importantes stations thermales d'Italie, la milice a fait récemment ses grandes manœuvres. Et la milice, en défilant en colonnes sous les fenêtres des hôtels fréquentés par les étrangers, a crié : « A bas la France, guerre à la France, à qui Paris ? A qui les Parisiennes ? A nous ! »

A Paris donc ! Voilà les cris de guerre, les cris allemands de 1914 : A Paris ! Les cris de la France de 1871 et de 1914 : A Berlin !

Toujours cette claque de la guerre qui réchauffe l'atmosphère. Toujours la racaille bête, ivre de gros mots et d'idées stupides, qui prépare la poudre sèche. Au moment donné, un petit rien suffit. L'attentat de Serajevo, la guerre mondiale. L'étincelle et l'énorme incendie.

Et comme toujours, comme partout, sont les journalistes, les régisseurs. Ils sont presque tous les mêmes qui ont poussé l'Italie à la guerre pour la Belgique martyre, pour la *sœur latine*, pour la démocratie, pour la liberté des peuples.

Mais, à présent..., à présent, c'est une autre affaire.

Et les voilà ces prostitués, à vomir sur un peuple qui a comme tous les peuples ses qualités et ses défauts, ses pages lumineuses et ses pages noires, et qui a, avant tout, le droit de travailler et d'aimer, le droit de vivre sans être embêté. Les voilà, ces idiots, à inoculer dans la jeunesse, dans les têtes non pensantes — et elles sont si nombreuses — les plus puantes banalités chauvinistes. Mensonges, injures vulgaires, tandis que l'on reproche à la France un état d'esprit hostile à l'Italie. Quel quotidien français parle le langage du *Tevere*, quotidien fasciste de Rome, c'est-à-dire sous le contrôle du parti et du gouvernement ? Il suffit de citer quelques lignes :

Les fameux tableaux de Gérard et de David consignent à la postérité madame Récamier en chemise, avec le même charme provocant, dont font preuve les parisiennes d'aujourd'hui, spécialisées dans cette « industrie du ventre », à laquelle la France démocratique doit d'avoir pu équilibrer la balance de ses payements... A tous les coins de Paris, vous voyez des « tabarins », des hôtels, des maisons de mode, des médecins spécialisés, des maqueurs appartenant à toutes les classes et à toutes les catégories sociales, qui vivent aux dépens des femmes, prostituées aux yeux de tous les couleurs... Dans l'appelle les tas d'ossements français que les citoyens de Forlì laisseront, il y a six siècles, sur le terrain ; et les Vêpres siciliennes et les Pâques de Verone demeurent vivantes dans les pages de l'histoire. Et ne parlons pas des duels et des combats singuliers. Si le défi de Bartola est vieux de quatre siècles, le souvenir est récent du duel où le comte de Turin donna une très dure leçon à un « galletto » (petit coq) en lui enfonçant son épée dans le ventre... Et toujours les Italiens sont allés chercher les Français en France... Une fois seulement les Français ont battu les Italiens... à Mentana, où ils attaquèrent un petit nombre de « garibaldini » presque sans armes ; et ils avaient à leurs côtés de vaillants alliés comme pendant la grande guerre, qui leur permirent non pas d'effacer (car cela n'est pas possible) mais de faire oublier l'humiliation honteuse des lâchetés dont ils se rendirent coupables dans la guerre de 1870... Nous sommes en train de construire, et nous construisons, fussions-nous réduits à manger de l'herbe, autant de navires, autant de canons que nous le jugerons nécessaire pour opposer victorieusement notre forte jeunesse à la habileuse impétuosité française.

Voilà la littérature de guerre. Ainsi parlent les chauvins qu'ils soient Italiens, Français ou Allemands. C'est avec cette presse que l'on éloigne les peuples, qu'on prépare les guerres.

On voit monter à l'horizon des ombres noires. Veillons, camarades !

G. B.

LA VOIX DE PROVINCE

Adresser la copie à Pierre Lentele, 34, rue Curial, Paris (19^e).

Nous rappelons à nos camarades correspondants qu'ils ne doivent écrire que sur un côté de leur feuille de papier.

SAINT-ETIENNE

Bon voyage !

En rentrant de congé, j'ai parcouru à la hâte, mes « Lib. » accumulés et l'article « Un peu de clarté » a attiré mon attention. Ayant eu la bonne fortune d'assister au Congrès de Paris (Pâques 1930), je ne suis point surpris du geste du groupe de Saint-Denis, donnant sa démission de l'U.A.C.R., et non moins surpris de sa détermination d'abandonner l'action anarchiste. C'est-à-dire qu'il affirme mener l'action sous un autre étiquette. En disant que j'en suis doublement heureux je n'exagère nullement.

Pour un anarchiste tout court, il ne faisait pas de doute que nous étions en présence d'une vieille lutte des idées. Karl Max contre Bakounine qui se renouvelait sous une forme plus déguisée qu'autrefois.

Le camarade Mourant, en disant à la sol-daine minorité — le geste le prouve — qu'il voyait se renouveler cette lutte de l'époque des Lafargue, des Guesde, des Jaurès, en 1889 si je ne me trompe, avait vu juste.

Pendant que le *Libertaire* était entre les mains de ladite minorité, je m'étais aperçu qu'un courant bolcheviste cherchait à s'accaparer le mouvement anarchiste. Des camarades me déclaraient le contraire. Je n'en croyais rien. Le Congrès m'avait raffermissé dans mon idée, aussi avais-je combattu la proportionnelle — dont je suis partisan — à la suite de la discussion entre le groupe de Saint-Denis et leurs partisans et la muraille dressée par les vrais anarchistes pour empêcher toute confusion en ce qui concerne l'idéal anarchiste. Les deux tendances s'étant affrontées sans concession — il ne pouvait en être autrement — par le fait que ces deux tendances sont le jour et la nuit par rapport à l'anarchie.

Donc, je souhaite bon voyage à « l'élite » qui doit transformer le monde avec la cravache, l'autorité la plus césarienne que l'on puisse se l'imaginer et dont le peuple russe en fait la triste expérience actuellement.

E. Soullier.

TOULOUSE

Aux camarades que la question intéresse

Le Groupe de Toulouse, voici déjà quelques semaines, avait, par la voix du « Libertaire », porté à la connaissance des camarades des groupes et individualistes du Midi, un projet de propagande pour la prochaine période d'automne et d'hiver. Il semblerait que les camarades que nous pensions intéresser à cette action commune, n'aient pas lu cette communication.

Notre avenir ! Tous les stigmates de cette civilisation dévorante, nous pourrions en vingt ans les découvrir sur les membres de l'Europe. Pour une poignée d'hommes qui considèrent le phénomène avec défiance et tristesse, ils sont mille qui l'appellent à grands cris.

Et c'est parce que, en effet, l'existence menée par les Yankees menace de nous submerger que le livre de Duhamel garde une grande valeur. C'est un avertissement solennel. C'est en quelque sorte l'*Apocalypse des temps futurs*.

Dès le début du livre on entre en plein dans le sujet. La conversation tenue entre Duhamel et le commandant du navire qui l'emmena en Amérique est édifiante au plus haut point. Puis ce sont les ridicules formalités de débarquement qui nous sont contées avec un humour fortement teinté de colère.

Comme Duhamel se plaignait à un docteur américain de ces odieuses tracasseries, et qu'il lui disait qu'il avait parcouru, avant la guerre, la moitié de l'Europe avec, comme pièce d'identité, une vieille carte de visite, le médecin lui répondit : « Nous ne sommes plus avant la guerre et vous n'êtes pas en Europe. »

Il y a encore... Mais tout, tout est à lire de ce livre qui ne se raconte point,

nication ou, refusant de s'y associer, négligent de nous le faire savoir. Il est regrettable pour les premiers, que la « Vie des Groupes » dont il est fait trop brièvement mention dans la quatrième page de notre journal, n'attire et ne retienne leur attention ; il y a là cependant un joli petit sujet d'étude à faire ; pour moi, c'est la première chose que je regarde, heureux ou anxieux selon que tel groupe continue la bataille ou que tel autre depuis quelque temps ne donne plus signe de vie. Pour les seconds de nos camarades qui, refusant leur collaboration, négligent de nous en informer, la chose est profondément attristante, elle est un signe d'éloignement précurseur de désagrégation.

Le Groupe V. A. C. R. de Toulouse, souhaite donc que les uns et les autres se ressaisissent, et retirent son appel en faveur d'une coopération plus étroite, qui rendrait plus facile la propagande hivernale prochaine. Profitant des leçons du passé, soucieux d'éviter dans la plus large mesure les déconvenues et mécomptes essayés dans l'organisation de tournées entreprises et selon les méthodes employées par les uns et les autres groupes jusqu'ici.

D'autre part, nous arrêtons à la méthode employée par le camarade S. Faure, nous pouvons conclure que sa façon d'opérer est préférable.

Voici donc ce que nous avons proposé et que nous renouvelons.

Création, dès maintenant, d'une Caisse de propagande régionale où les fonds susceptibles de satisfaire à tous les frais de tournée seraient centralisés ; comptant sur la possibilité d'intéresser une quinzaine de groupes, nous avons estimé qu'une somme de 1.500 francs serait nécessaire pour le départ, qui paierait transport, affiches sans timbres, tracts, s'il y a lieu, et journées de l'orateur ; laissant à charge des groupes le timbrage et l'hébergement.

Certains groupes, tels que Toulouse ; à l'instar d'autres très nombreuses organisations, font payer l'entrée à leurs conférences et réunions, faisant à la fin, une collecte, cette dernière étant de règle générale à peu près partout.

Les sommes encaissées par les entrées, et collectes seraient automatiquement versées à la Caisse de propagande régionale, venant y combler le vide qui aurait été fait par la tournée ; nous pouvons nous permettre d'affirmer, si les choses étaient bien faites, que ce serait là un système de pompe à chapelet qui n'exigerait qu'un premier effort pécunier des camarades.

De cette façon, même notre solidarité vis-à-vis des groupes pauvres ou de localités n'ayant qu'un camarade isolé, la visite par nos orateurs, des « déserts anarchistes » que signale au Congrès dernier notre camarade Bastien, pourraient se satisfaire et le bénéfice en serait immense pour la propagande.

Certains pourraient crier au centralisme ! Non ! Fédéralistes convaincus, nous ne voulons pas être régis par d'autres, et ce dont nous voulons pas pour nous, nous ne prétendons pas l'imposer aux autres. Le rôle que jouerait le groupe de Toulouse cette année, un autre groupe pourrait le jouer l'année suivante, mais toujours sous le contrôle sévère de tous les camarades.

Nous prions les camarades de nous répondre de suite s'ils sont d'accord avec nous et de nous envoyer des fonds, étant donné d'ailleurs qu'étant en pourparlers avec le camarade Bastien, ce dernier nous avise qu'il pourrait se mettre en route pour la première tournée du 2 au 3 octobre.

Il faut donc se presser et les camarades que, d'ici huit jours, n'auront pas répondu à notre secrétaire, le camarade Nan Victor, rue Cany, numéro 32, Toulouse, seront considérés comme ne s'intéressant pas à notre projet de travail.

Nous pouvons annoncer comme premier versement à la Caisse de propagande régionale 1930-31 :

Versement des divers groupes de Toulouse, 140 fr. 30.
Versement du groupe de Toulouse, 100 fr.
Total, 240 fr. 30.
A vous lire camarades,

A. Tricheux.

N. B. — Pour les fonds, envoyez par mandat à Nan Victor, rue Cany, 32, Toulouse.

COMITÉ DE L'ENTRAIDE

La propagande sociale révolutionnaire compte malheureusement toujours des victimes et qui sont parmi les meilleurs militants, pour ces emprisonnés, la solidarité est un strict devoir.

Chaque organisation ouvrière, chaque groupe d'étude ou d'action doit adhérer au Comité d'entraide. Chaque militant doit y verser ce qu'il peut.

Adresser les fonds à Charbonneau L., chèque postal 653-87, Paris, 22, rue des Roses, XVIII^e, ou les remettre au bureau du S. U. B.

mais plonge le lecteur dans un abîme de méditations.

Ecrit en un style merveilleux, d'une compréhension facile, on ouvre la première page... et on ne s'arrête que lorsque le mot *fin* vous annonce que le voyage est terminé.

Certes, je ne partage pas entièrement les conclusions de l'auteur. Je pense que la vieille civilisation a fait son temps et qu'il faut lui substituer une nouvelle, à l'usage non pas seulement des sociétés, mais surtout de l'individu, qui fut un peu trop négligé par les sociologues et bâtisseurs de nations dans le passé.

Mais tel quel, ce livre me plaît énormément, parce qu'il est une image de ce que sera notre avenir si nous ne réagissons pas énergiquement et immédiatement, et si nous ne bouleversons pas de fond en comble la vieille machine sociale autoritaire.

LOUIS LOREAL.

P. S. — Dans le dernier numéro, deux coquilles regrettables m'ont échappé, je tiens donc à rectifier.

En tête de la troisième colonne : « Ainsi, alors que c'étaient presque uniquement des anarcho-syndicalistes et des oppositionnels ouvriers qui se trouvaient à Bourtirky, pour le seul délit d'*espion*, etc. C'est « pour le seul délit d'*opinion* qu'il faut lire.

A la 26^e ligne de la dernière colonne, « Car tous les politiciens se *voient* » ; c'est : « se *valent* » qu'il faut lire. Car les politiciens ne se voient pas ; ils voient les autres, c'est plus rémunérateur et moins dangereux. — L. L.

TRIBUNE SYNDICALE

UNE RÉPONSE au Cri du Peuple et à Chambellan

Ce n'est pas sans une certaine surprise que j'ai lu, dans le « Cri du Peuple », un écho où il était dit « que la trique n'avait pas porté bonheur aux anarchistes et aux gens du pacte ». J'avais d'abord mis ce stupide écho sur le compte d'une maladresse. Cependant la réponse de Chambellan à un article de Louis Raffin, en même temps qu'il mettait en jeu tous les militants syndicalistes qui, après le Congrès de Saint-Etienne, luttaient contre l'emprise communiste, montre que, non seulement l'écho n'est pas l'œuvre d'un maladroit, mais, ce qui est plus grave, d'un des militants de premier plan de la minorité dite « Ligue pour l'indépendance du Syndicalisme ».

Avant toute chose, j'indique ici que je ne me propose aucunement de prendre la défense de telle ou telle personnalité, celles-ci doivent être suffisamment grandes pour se défendre elles-mêmes. Les raisons qui me font m'élever contre des assertions fausses, les procédés de polémique et les termes employés par Chambellan pour répondre à Raffin, c'est qu'ils sont aussi lamentables que ceux des communistes. Que la narration des événements, et, en particulier, celle du Comité Confédéral de juin 1923 est partielle et mensongère. Elle démontre, hélas ! que l'esprit de ces nouveaux minoritaires ne diffère guère de celui des majoritaires de la C.G.T.U.

Pour ma part, je les ai vécus entièrement. Je ne fais qu'élever une vigoureuse protestation contre la tendance de parti-pris, la déformation systématique de la vérité qui, en se continuant, en se généralisant, rendraient impossible toute tentative de rapprochement entre les différentes minorités du mouvement syndical.

Sur les incidents du C. C. N. qu'évoque Chambellan, il est vraiment regrettable que celui-ci veuille leur donner, sans raison, une tournure aussi fautive. Je fus, en tant qu'un des secrétaires de la Fédération du Bâtiment, spectateur et acteur de cette journée mémorable. S'il est exact qu'elle fut houleuse et troublée, il serait bon cependant d'en dire loyalement les raisons, et ne pas donner à ses adversaires figure d'énigmatisme. Car, pour avoir été façonnés à la rude école de la vie, pratiqué le syndicalisme autrement qu'en théorie, on n'est pas nécessairement une brute. D'ailleurs, aussi bien dans les milieux syndicalistes comme dans tous les milieux, le recours à la violence est plutôt le fait de tempérament que de l'éducation.

Je ne veux pas faire de la violence un principe, mais elle est, en tous les cas, un moyen auquel on aura longtemps encore recours. D'ailleurs, la majorité à laquelle appartenait la majorité actuelle ne fit rien pour l'éviter, au contraire.

Elle n'ignorait pas que, depuis Saint-Etienne, ses manœuvres de subordination mises à jour par la minorité d'ailleurs, nées par la minorité actuelle, avaient ému les militants avertis des organisations syndicales qui voulaient dénoncer l'intrigue syndicalo-communiste qui surgissait déjà hors de l'ombre contre l'indépendance syndicale. Porter à l'attention des délégués du C. C. N. le danger qui menaçait le syndicalisme, appeler par la voie d'un Congrès à se manifester l'opinion syndicale, n'était-ce pas un droit normal ? Peut-on déclarer bon ce qui se fait ici, mauvais ce qui se faisait là-bas, alors que le but cherché était sensiblement le même, avec cette différence qu'aucune arrière-pensée n'animait les premiers ?

Pourtant la majorité eut le cynisme d'imposer à la présidence, ce jour-là, un certain Flandrin qui vivait en partie de la prostitution à Toulon. Celui-ci ayant eu la maladresse de vouloir faire chasser de la fédération, où ils se tenaient, des militants syndicaux, entre autres le secrétaire des terrassiers Barthe, celui-ci, qui connaissait les mœurs scandaleuses dudit Flandrin, répondit vertement. Il y eut quelques troubles qui se compliquèrent d'un autre incident qui survint entre moi et Gauthier, délégué de la Seine-Inférieure. Celui-ci, voulant éviter les questions embarrassantes posées par des délégués de la minorité, tenta de faire dévier le débat. Qualifié par moi de politicien, il feignit de s'indigner, qu'il ait été quelque temps après élu député. Vexé, on ne sait pourquoi, il tenta de lancer contre mon attitude, lors des événements tragiques du Havre, une affirmation calomnieuse. Sommé de s'expliquer sous peine d'être giflé, il fut confondu. Le C. C. N. apprit ainsi qu'à l'heure où ceux qu'il tentait de calomnier étaient emprisonnés, il avait, lui, fait à l'anglaise, laissant à d'autres le soin d'assumer des responsabilités. Cette altération fut assez vive. La majorité voulant imposer silence à la minorité, celle-ci affirma bruyamment le ridicule d'une telle prétention.

Le bruit fit croire à des syndiqués présents que la minorité était menacée. La rumeur s'en répandit au dehors. Quelques instants plus tard, des camarades, terrassiers en grande partie, apparurent aux fenêtres ouvertes de la salle, désirant nous prêter main-forte. Il faut dire que, furieux, ils eussent peut-être tiré quelques oreilles et botté quelques derrières, si nous n'eussions été là. Voici comment les incidents se sont déroulés, et non pas sous la forme insidieuse et fautive présentée par le « Cri du Peuple ».

En ce qui concerne la fameuse phrase de la trique, cause de la controverse actuelle, elle mérite d'être contée exactement. J'en fus le coupable auteur. « Le pire est que je ne me repens pas. » Parlant dans le courant de l'après-midi sur le péril menaçant l'indépendance syndicale, j'invitais le C. C. N. à prendre des mesures énergiques pour l'enrayer.

Sémar, en ricanant, m'interpella, me demandant de dire par quels moyens nous nous préserverons contre l'emprise communiste. Je lui répondis textuellement : « Par tous les moyens, y compris la trique ». Cette phrase fut reprise par Broutchoux.

Voilà, dans toute sa simplicité, le sens exact de la phrase, à qui le « Cri du Peuple » et Chambellan ont donné une toute

autre signification. Ce qu'il y a de certain, quelle que soit la façon dont on interprète cette phrase, c'est que notre fameuse trique n'a blessé personne, tandis que la calomnie abominable de la majorité des C. G. T. U., dans les rangs de laquelle se trouvaient maints minoritaires actuels, a sali, empoisonné à tout jamais des militants probes et sincères. Tandis que le revolver des meurtriers du 11 janvier, dans les rangs desquels se trouvait le sinistre Duceux, tant soutenu par la majorité, ont assassiné Poncelet et Jos.

Ces tristes faits sont non seulement connus de la police, mais encore des militants sérieux, témoins, qui ne peuvent encore en attester. Pourquoi, dans ces conditions, s'évertuer à rejeter sur d'autres une responsabilité qui ne leur incombe pas ?

Ces procédés sont bien au-dessous de ceux qui consistent, dans un moment d'exaspération, à échanger quelques injures ou quelques horions dans des discussions passionnées. C'est une monnaie assez courante dans tous les groupements humains.

Puisse, à l'avenir, cette rectification de faits, cette légitime protestation contre des procédés de controverse déjà si désastreux dans le passé, servir d'enseignement pour l'avenir.

S'il est difficile d'avouer en public ses erreurs et ses fautes, il ne convient pas de les faire endosser à autrui. Je n'ai pas ici à juger la bonne foi des militants du « Cri du Peuple » ni la sincérité de l'action qui s'y mène. Mais j'ai le droit de dire qu'en se renouvelant, de tels actes prêteraient à douter des sentiments réels d'unité affichés par le « Cri du Peuple » et ses militants.

LE PEN.

C. G. T. S. R.

HATEZ-VOUS !

Comme nous l'avons annoncé, le livre de Pierre Besnard : *Les syndicats ouvriers et la révolution sociale*, paraîtra le 1^{er} octobre 1930.

La C. A. a décidé de clore la souscription irrévocablement le 15 septembre prochain.

Cependant, et dans le but de donner satisfaction à de nombreux camarades de Paris et de province, elle a accepté leur suggestion de reporter la clôture de la souscription au 1^{er} octobre.

En conséquence, les prix de 12 francs à la Fédération du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles Paris (Xe), 13 francs franco pour la France et 14 fr. 50 pour l'étranger seront maintenus, pour les souscripteurs seulement, jusqu'au 1^{er} octobre.

A partir de cette date, il ne sera plus reçu aucune souscription et le livre sera mis en vente dans les conditions suivantes : 15 fr. à la Fédération du Bâtiment, 16 francs franco pour la France et 17 fr. 50 pour l'étranger. Que les camarades et les organisations qui désirent encore souscrire se hâtent de le faire.

Ce ceux qui détiennent des listes de souscription n'oublient pas de les faire parvenir avec les fonds avant le 1^{er} octobre.

Utiliser pour l'envoi des fonds le C. C. 1441-43, E. Juhel, 2 bis, impasse Marées, Paris (XI^e).

Il ne sera plus fait de communiqué ni d'appel avant la parution.

Pour la C.A. de la C.G.T.S.R. E. Juhel.

REIMS

Syndicat des Moteurs en Chauffage. — Les compagnons de notre région étant en grève, nous prions les amis de ne pas se diriger vers cette ville.

Avant le Congrès d'Unité !

Le camarade Wymiens, des Dockers de Dunkerque, vient, dans l'organe des marins unitaires, de poser diverses questions pour qu'ait lieu dans le plus bref délai un Congrès (dit Congrès d'Unité), qui relèverait toutes les forces du prolétariat : unitaires, confédérés, autonomes, ou il serait discuté les moyens propres à l'élaboration d'un programme dont aspire la classe ouvrière depuis plusieurs années, et à la constitution d'une Fédération unique des marins et dockers.

L'effort de notre camarade est louable — mais comme toujours en pareille circonstance — il faudra rechercher les causes du marasme que subissent depuis plusieurs années les syndicats. Les causes profondes on peut facilement les résoudre si les uns et les autres veulent bien les reconnaître — le voudront-ils ?... Là est toute la question. Je sais bien que l'on invoque que cette situation est due à la constitution de diverses organisations syndicales ou centrales à tendance différente, et que les travailleurs ne savent plus de quel côté se retourner. Il y a là de la part de ceux qui invoquent ces motifs, un manque de psychologie qui serait inadmissible d'admettre dans les débats.

Puis, parlant des revendications, ils s'alarment contre la violation de la journée de huit heures. A qui la faute ?... L'augmentation de salaire ou une diminution d'heures de travail ou une diminution d'heures de travail. Ces mouvements, qu'il faut reconnaître sans arrière-pensée, furent mal préparés, mal organisés, et aussi, parce que l'on s'est servi d'une vieille formule qui est à l'heure présente remise au rayon des accessoires (mots d'ordre), qui se traduisait bien souvent par l'ordre, contre-ordre, désordre, et d'autre part, par le manque de trait de liaison qui aurait dû exister entre les syndicats en lutte contre leurs exploiters.

Mais au contraire, si les délégués qui assisteront au Congrès dit d'Unité, sont imbus de la rénovation du syndicalisme dans ce pays, c'est-à-dire à revenir aux anciennes traditions d'avant-guerre, j'affirme que le premier pas sera fait vers une entente fraternelle des travailleurs marins et dockers. Mais il faudra, sous peine de faillite, élaborer, suivant un plan bien défini, tout un vaste programme de réalisation immédiate, et à la constitution de syndicats unitaires du port, localement, régionalement, ou serait adjoint à ce Comité directeur des Sections techniques. Ces Sections auraient pour but l'étude d'un programme de revendications locales et régionales et, d'autre part, des études plus approfondies sur les lois ouvrières en général. Exemple :

1^{re} Refonte de la loi de 1898 sur les accidents de travail ;

2^{de} Étendre la loi plus humaine sur les maladies professionnelles ;

3^{de} Refonte totale de la loi sur la prud'

homme ; tendre sa juridiction sur les communes suburbaines à une ville ou localité ;

4^{de} Compétence du tribunal pour juger en dernier ressort et l'abolition des demandes abusives de demandes reconventionnelles par les employeurs pour les questions des jugements maritimes, projets de contrats à élaborer par le Comité central ;

5^{de} Elaboration de contrat unique de travail, localement, régionalement ;

6^{de} Les moyens propres à organiser des traits de liaisons entre les organisations syndicales à la veille d'un mouvement de grève ;

7^{de} Les moyens à envisager dans tous les Secteurs : Sud-Atlantique, Manche et Méditerranée.

Les forces ouvrières étant organisées localement et régionalement, lutteront plus efficacement contre leurs exploiters, et loin de s'ignorer, s'entraideront dans les mouvements de revendications d'ordre national. Mais il n'y aura pas d'entrevoir la lutte localement et régionalement, il faudra l'entrevoir aussi sur le plan international.

Les travailleurs ne doivent pas perdre de vue que les fédérations maritimes ont compris que pour abattre les aspirations des travailleurs elles devaient s'organiser, non pas simplement sur le plan national, mais sur le plan international, et que dernièrement ils ont constitué comme dans les mines, la métallurgie, le trust maritime.

Notre fédération future ne devra pas perdre de vue les renseignements que je lui apporte et devra faire son possible pour entreprendre en accord avec le Bureau International une vaste campagne d'agitation, pour que dans les plus futures elles puissent apposer les forces internationales ouvrières aux forces internationales de la Fédération maritime.

Les seules centrales qui peuvent sur le point national et international apporter tout leur concours pour les dockers et marins avec leur programme d'unité et permanent, c'est la C.G.T.S.R. et l'A.I.T.

Je sais que nous serons critiqués, insultés, calomniés, qu'importe puisque c'est pour l'unité des travailleurs, des marins et dockers que nous avons travaillé.

M.-J. FERMIS.

de l'Union locale de Bordeaux.

COMPTE RENDU FINANCIER DU « LIBERTAIRE »

RECETTES	
MAI	
Abonnements	309 50
Réabonnements	1.000 50
Dépôts	3.817
Souscriptions	2.213 20
Emprunts	500 »
Total	8.280 20

DEPENSES	
MAI	
Imprimeur	8.602 05
Appointements	548 90
Expéditions, routage	1.395 80
Frais généraux	146 05
Total	10.092 80
Excédent de dépenses	1.812 60

RECETTES	
JUN	
Abonnements	269 50
Réabonnements	869 50
Dépôts	2.512 25
Souscriptions	2.436 »
Emprunt	500 »
Total	6.607 25

DEPENSES	
JUN	
Imprimeur	4.678 40
Appointements	575 »
Expéditions, routage	1.012 05
Remboursement	500 »
Frais généraux	266 55
Total	7.032 »
Excédent de dépenses	424 75

RECETTES	
JUILLET	
Abonnements	556 50
Réabonnements	1.690 »
Dépôts	4.235 10
Souscriptions	476 30
Emprunt U. A. C. R.	2.268 30
Bénéfices meetings	700 »
Total	10.545 80

DEPENSES	
JUILLET	
Imprimeur	5.729 05
Appointements	585 »
Expéditions, routage	865 85
Remboursement	976 »
Frais généraux	389 50
Total	8.346 30
Excédent de recettes	2.199 50
Déficit pour les trois mois	37 85

AUX CAMARADES — AUX GROUPES ADHÉRENTS A L'U. A. C. R.

Au dernier Congrès de Paris tous les copains ont été unanimes à reconnaître la nécessité d'une caisse de solidarité, réservée exclusivement à couvrir les frais de déplacement de tous les délégués au Congrès, à seule fin de réduire les difficultés financières que chaque groupe connaît à l'approche de tous les congrès, et qui, par cela même, est souvent dans l'impossibilité de s'y faire représenter.

Cette méthode d'organisation, mise en pratique avant le dernier congrès, a donné déjà un certain résultat, mais nous espérons faire beaucoup mieux cette année. Pour cela, il faut que tous les camarades, tous les groupes y pensent dès maintenant.

Quatre mois sont déjà écoulés, depuis le Congrès, et malgré les appels partis dans le Libéraire, presque pas de versements.

Alors, les copains, il serait temps de se dépêcher et ne pas attendre à Pâques à faire ce geste si l'on peut le faire aujourd'hui même. Nous avons encore du temps devant nous, et si nous voulons le but poursuivi sera atteint.

En avant ! et que chaque mois le compte rendu financier augmente comme nous sommes en droit d'espérer et le Congrès 1931 sera la réunion de tous les groupes, même les plus éloignés, d'où dépend l'avenir de notre mouvement.

COMPTE RENDU FINANCIER Août 1930

En caisse au 1 ^{er} août	649 »
Groupe de Bezons	25 »
Groupe de Toulouse	10 »
Groupe des 11 ^e et 12 ^e Paris	25 »
Total	709 »
Camarades, groupes, adhérents à l'U. A. C. R. n'oubliez pas la caisse de Congrès.	
Adressez les fonds à : A. Mirande, 33, rue des Changées. C. C. 204-44 Toulouse.	

Le Gérant : Marcel MONTAGUT.

Travail exécuté par des ouvriers unitaires et confédérés.

IMPRIMERIE CENTRALE DU CROISSANT
19, rue du Croissant, Paris (2^e)

LA VIE DE L'UNION

COMMISSION ADMINISTRATIVE Séance du 3 septembre

La séance est consacrée en majeure partie à la lecture de la correspondance.

Les camarades de Clichy nous informent que leur groupe est reconstitué et ils espèrent que les camarades des localités environnantes viendront les rejoindre.

Toulouse fait part des impressions de lecture du bulletin de la minorité. D'après les compagnons toulousains, on sent que la rancœur d'avoir été battus au dernier congrès anime surtout les rédacteurs de cette feuille.

Ils demandent que les comptes rendus des séances paraissent régulièrement dans le Libéraire. (A ce sujet, la C. A. s'engage à publier dorénavant un communiqué après chacune de ses réunions. Si cela n'a pas été fait depuis longtemps, c'est à la suite de difficultés d'ordre matériel — mais une circulaire envoyée aux groupes adhérents de l'U. A. résume l'essentiel des questions discutées durant ce laps de temps.)

Le camarade Barthélemy, de Saint-Denis, nous fait savoir qu'il n'approuve pas la démission de son groupe et que, pour sa part, bien que minoritaire, il reste adhérent à l'U. A.

Brest nous informe que le groupe se reconstitue normalement. Deux camarades de l'A. F. A. sont venus rejoindre le groupe et, bien qu'appartenant à cette organisation, ils sont en complet accord avec l'U. A. sur l'individualisme.

Une collaboration régulière à la « Voix de Province » sera assurée par le camarade Martin.

Angers nous fait part de son programme d'activité pour la prochaine saison. Deux conférences par mois seront organisées dans cette ville, pendant l'hiver, sur des sujets divers mais éducatifs.

Les camarades de Nîmes demandent pourquoi le Libéraire ne s'occupe pas davantage de Pons et Blanco.

La C. A. tient à faire connaître aux groupes qu'un compagnon espagnol venu tout exprès de Barcelone a rendu visite au Libéraire. Après explication, il résulte que des documents avaient été envoyés à différentes personnalités, mais aucun au Libéraire, ni à l'U. A.

Si nous n'avons pas fait campagne pour ces deux camarades dans notre journal, c'est uniquement parce que nous ne possédons aucun document.

D'autre part, le Comité de Défense Sociale s'étant chargé de cette affaire, l'U. A. s'engage à le seconder et à publier tout ce que le C. D. S. lui fera parvenir.

La C. A. profite de cette occasion pour dire qu'à l'avenir il serait bon, en des cas semblables, que l'U. A. soit mise au courant de l'affaire et soit pourvue de documents lui permettant d'engager et de soutenir une campagne.

La situation financière du Libéraire et de la Librairie est ensuite examinée. Le bilan sera publié cette semaine.

Le cas Berneri est ensuite envisagé longuement. Une prochaine séance de la C. A. sera consacrée à cette affaire et au Comité du Droit d'Asile.

Le jeune libre de Toulon nous informe qu'elle alimentera la rubrique « Voix de Province » chaque fois qu'un événement local se produira.

Le camarade Pételot est nommé trésorier de l'U. A., en remplacement de Lente, qui se consacre plus particulièrement au secrétariat et à la « Voix de Province ».

Réunion de la C. A. — Mardi 9 septembre, à 21 heures, local habituel.

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION PARISIENNE

Compte rendu du C. I. du 6 septembre

Malgré les communications passées dans le Libéraire, seuls les groupes des 13^e, 15^e, 18^e et Clichy s'étaient faits représenter à cette réunion. L'absence anormale d'un grand nombre, surtout devant l'importance des questions portées à l'ordre du jour, incite le « Comité d'Initiative » à en rechercher les causes et à travailler à les éviter.

Par suite de décisions antérieures et après l'envoi d'une délégation auprès du « Comité de Défense sociale », la Fédération Parisienne se joindra au dit Comité pour la campagne que celui-ci mènera pour empêcher l'expropriation des deux militants syndicalistes espagnols : PONS ET BLANCO.

Pour appuyer la campagne que le « Comité du Droit d'Asile » entamera sur l'affaire Berneri, la Fédération invite les groupes adhérents à apporter à celui-ci tout leur concours moral et matériel pour la bonne réussite de cette agitation.

Autant pour les campagnes, Pons et Blanco et Berneri, que pour tout travail de propagande et de recrutement à entreprendre dans la région Parisienne, une liaison assez étroite, est nécessaire entre la Fédération et la C. A. de l'U.A.C.R. Devant cette nécessité les groupes représentés au C. I. sont tous d'accord pour demander aux membres de la C. A. l'admission de leur sein et à « titre auditif » au bureau de la Fédération.

Les malaises économiques et sociaux ; les augmentations successives du coût de la vie et les relèvements et leurs conséquences des tarifs douaniers ; les dangers des conflits guerriers, etc., sont autant d'événements de l'actualité en face desquels les anarchistes communistes devraient prendre publiquement position. En conséquence, le C. I. adopte en principe, l'organisation d'une tournée de conférences dans la région Parisienne, avec un orateur de l'U.A.C.R., de préférence avec le camarade Bastien, dont chacun apprécie la valeur de sa documentation sur les faits économiques.

Le Bureau est chargé, dès à présent, d'entamer les premières démarches en vue de cette tournée de conférences.

En plus de tout travail de propagande et d'agitation que les groupes et la Fédération auront à soutenir en l'organisation de meetings et de conférences, il reste un travail intérieur de recrutement et d'éducation à entreprendre au sein même de l'organisation d'une part en essayant de créer des groupes anarchistes-communistes partout où il y en aura la possibilité ; ensuite en essayant par la création d'une « Ecole de militants », de permettre aux éléments jeunes et actifs dispersés dans les groupes, de préciser leurs idées et de pouvoir extérioriser leur pensée.

Le travail positif ne manquera pas au sein de la Fédération et, malgré les difficultés matérielles qui pourraient quelque peu paralyser nos efforts, nous sommes persuadés que les tâches dont nous devons poursuivre

la réalisation, seront menées à bonne fin si chacun apporte un peu de bonne volonté au sein de l'organisation.

C'est dans ce but que nous invitons TOUS les groupes de Paris et sa banlieue de se faire représenter à la prochaine réunion du C. I. qui aura lieu le samedi 20 septembre.

— LE BUREAU.

Groupe des 11^e et 12^e Arrondissements. — Réunion de tous les camarades le 17 septembre, à 20 h. 30, au 170 du faubourg Saint-Antoine. L'action anarchiste.

Présence indispensable de tous.

Groupe des 14^e et 15^e Arrondissements. — La prochaine réunion du Groupe n'aura lieu que le vendredi 19 septembre, au local habituel.

Groupe Anarchiste des 17^e et 18^e Arrondissements. — Réunion mardi 16 septembre, à 20 h. 30, 48, rue Duhamel.

Discussion importante.

Présence de tous les militants.

Groupe Régional d'Antony. — Dimanche 21 septembre, à 10 heures du matin, Café de la Cigogne, 72, Avenue d'Orléans, à Antony, Assemblée générale.

Les lecteurs du « Libéraire » habitant la région sont invités à cette réunion.

Roger Duroz.

Groupe du Montreuil-Vincennes. — Le Groupe se réunira le vendredi 12 septembre, au lieu habituel. Une pressante invitation est faite à tous les camarades ; qu'ils en prennent note, la vie et l'activité du Groupe en sont en jeu.

Aux de décider.

Groupe interlocal de Clichy, Asnières, Gennevilliers, Levallois. — Réunion vendredi, à 20 h. 30, 115, rue du Bois à Clichy.

« Questions diverses ».

Saint-Denis. — Un Groupe étant en formation à Saint-Denis, les camarades désireux d'y adhérer sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Baudouin Armand, 17, boulevard Jules-Guesde.

Ermont. — Les camarades de la région du Gros-Noyer, Saint-Prix, Saint-Leu, Faubonne et Ermont, qui désirent collaborer à la formation d'un Groupe Anarchiste-Communiste, peuvent s'adresser à : Khouane, 60, rue Saint-Leu, à Ermont (Seine-et-Oise).

PROVINCE

Brest. — Les libertaires, les lecteurs du « Libéraire » sont invités cordialement à la réunion du groupe qui aura lieu le vendredi 13 septembre, au local habituel.

Des questions très importantes intéressant la propagande générale seront discutées. Je compte sur tous. La besogne ne manquera pas.

Le secrétaire du groupe : A. LE LANN.

Groupe Anarchiste-Communiste de Toulouse. — Le Groupe se réunit tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Le Groupe invite tous les copains, sympathisants et lecteurs du « Libéraire » à assister à la réunion de samedi 13 où il sera traité de l'organisation de la tournée Bastien et de la propagande hivernale.

Groupe d'achats en commun. — Répartition des denrées tous les dimanches matin.

Librairie. — Il est rappelé à tous les camarades qu'une librairie volante se tient tous les dimanches matin, rue Saint-Bernard, angle boulevard de Strasbourg.

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe anarchiste communiste de Saint-Etienne. — Permanence tous les jeudis, salle 20, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 francs. Organisation de promenades estivales.

Nîmes. — Les camarades de Nîmes ou de passage en cette ville trouveront le « Libéraire » au kiosque Caserne, angle du boulevard Gambetta et boulevard Amiral-Courbet.

Communications Diverses

Bruxelles. — A l'initiative de quelques camarades, un groupe d'Etudes sociales vient de se créer à Bruxelles. Il s'assigne pour tâche l'étude en commun et dans un esprit de large fraternité, des problèmes fondamentaux qui se posent actuellement aux militants d'extrême-gauche. Il espère pouvoir ainsi pallier dans une large mesure à l'action négative des interdits et des mots d'ordre dogmatiques autant que contradictoires qui paralysaient le mouvement ouvrier d'aujourd'hui.

Un vaste programme d'ensemble a été élaboré. Il comprend :

Des questions d'actualité (les